

EL-EULMA**Les profanateurs reviennent !**

Après une accalmie qui aura duré près d'une année, voilà que les profanateurs des mosquées reviennent à la charge en se manifestant par la visite de la mosquée Omar Ibn-El-Khattab, (cité des 400 Logts), en souillant plusieurs manuscrits du Coran ainsi que ses murs et ses piliers.

Ils s'introduisent généralement à l'aube, lorsqu'il y a peu de fidèles à l'intérieur des maisons de Dieu pour commettre leurs forfaits. Certains de ces criminels d'un nouveau genre (on parle de trois jeunes) auraient été arrêtés par les éléments de la Sûreté nationale. Moins de deux semaines après, voilà que la mosquée El-Karama (cité Houari-Boumediene) est souillée à son tour à l'aube de ce vendredi neigeux et glacial.

Profitant du nombre réduit de fidèles présents à ce moment-là à l'intérieur, le ou les auteurs ont commis leur sacrilège en s'en prenant aux manuscrits du Coran à leur portée ainsi que les murs et les piliers en les souillant puis disparaissent, laissant derrière eux un spectacle affligeant.

Ces profanateurs doivent être poursuivis sans relâche et ne doivent bénéficier d'aucune clémence.

Mais une question taraude l'esprit de bon nombre de fidèles : quelle est la main ou la secte qui est derrière cet acte étranger à nos mœurs et à notre société ? Qui veut porter atteinte à l'islam et aux musulmans ? En attendant, tout le monde doit être associé à la sauvegarde et à la protection de ces lieux de culte.

Mostefa Djafar

ÉCOLE SUPÉRIEURE ALGÉRIENNE DES AFFAIRES

Lancement d'une formation sur la gouvernance de la santé et le management hospitalier

L'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA), sise aux Pins-Maritimes à Alger, va lancer dans quelques jours une formation en master 2 au profit des professionnels du secteur de la santé. C'est ce qu'a déclaré hier M. Bruno Ponson, directeur de cet établissement franco-algérien, lors d'un point de presse.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - La formation que compte lancer l'ESAA se fera autour du thème de la «gouvernance de la santé et management hospitalier».

Elle s'étalera sur dix-huit mois et est destinée aux «experts nationaux de la santé, notamment pour accompagner la réforme hospitalière» que l'Algérie a engagée ces dernières années.

Le diplôme de master professionnel 2 est destiné, ajoute notre interlocuteur, «aux personnes des services de santé expérimentées souhaitant améliorer leurs compétences ou occuper un poste de responsabilité dans différentes organisations hospitalières ou socio-sanitaires». Il s'agit, en fait, de ceux qui exercent dans le domaine de la santé, que ce soit dans le secteur public ou privé.

Mais cette formation n'exclut pas «les étudiants désireux d'acquérir des connaissances leur permettant d'accéder rapidement à des postes de responsabilité dans les hôpitaux privés ou publics», ajoute le DG de l'ESAA. Le coût de la formation est estimé à 700 000 DA. De

nombreux ministères ont déjà manifesté leur volonté d'améliorer la qualité et le rendement de leurs ressources humaines pour une meilleure gestion des finances et un meilleur résultat des actions entreprises quotidiennement.

Ce master 2 est accessible à ceux qui ont le niveau de master 1, le niveau d'ingénieur ou un magister. En l'absence d'un système de validation des acquis professionnels, l'habilitation ministérielle ne sera pas pour le moment exigée.

A la place, l'ESAA demande aux médecins ou aux pharmaciens un minimum d'expérience professionnelle d'un an et plus dans leur domaine d'activité.

«Le but de cette formation est d'avoir des étudiants qui sont déjà en activité», a expliqué le conférencier, en poste depuis quatre ans, c'est-à-dire depuis le lancement du projet de cette école.

Ce dernier explique que des discussions ont été engagées entre l'ESAA et les responsables du ministère de la Santé autour de cette formation depuis au moins trois ans.



Photos : New Press

Un accompagnement à la réforme hospitalière.

En ce qui concerne la date limite des inscriptions, les candidats désireux de bénéficier de cette formation ne doivent pas dépasser la date limite du 23 mars 2009 pour le dépôt des dossiers de candidature. Les résultats des présélections seront publiés sur le site Internet de l'ESAA. Les postulants à cette formation entameront leurs cours le 17 avril prochain après la publication des résultats des tests oraux et écrits qui se dérouleront au courant de ce mois. Ceux qui suivront cette formation étudieront des modules relatifs à l'économie politique de la

santé, le système hospitalier, la qualité du service fourni, la sécurité des patients et la gestion du risque, la gestion financière hospitalière, le management stratégique, le management des ressources humaines et l'environnement juridique de l'hôpital.

A noter que l'ESAA est une école mixte sous tutelle de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie du côté algérien, et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris du côté français. Elle a été créée après la signature d'un accord de partenariat entre les deux pays, sous

l'ancien président français, Jacques Chirac.

Par ailleurs, M. Bruno Ponson affirme que 550 cadres de la Sonelgaz sont en formation au sein de son établissement. Des formations spécialisées sont aussi dispensées à la carte par l'ESAA aux établissements publics et privés en Algérie.

Ces derniers viennent régulièrement pour dénicher les compétences qui évoluent au sein de l'ESAA qui compte lancer d'autres formations dans différents domaines de la gestion des entreprises et des ressources humaines.

L. M.

VIOLENCE AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES À ORAN

Seule une réforme en profondeur peut endiguer le fléau

Durant le premier semestre de cette année scolaire 2008/2009, pas moins de 61 cas de violence ont été enregistrés au sein des établissements scolaires. Majoritairement perpétrés contre des enseignants, ceci a constitué une nouvelle donne pour le secteur de l'éducation nationale, puisqu'à lui seul et au premier semestre de l'année en cours, il fait état de 46 cas, tandis que durant toute l'année scolaire précédente, 20 cas avaient été recensés. Une hausse quantitative significative, mais surtout très alarmante.

Ben Aziz - Oran (Le Soir) - A ce sujet, le Dr Taybi Mohamed, est intervenu ce jeudi lors d'une conférence ayant pour thème «le phénomène de la violence au sein des structures éducatives», qui a eu lieu à l'Institut national des télécommunications à Oran, a évoqué la même problématique, considérant que «l'enfant mis en cause dans ce cas de figure ne

doit jamais être pointé d'un doigt accusateur, mais en revanche, il devrait être considéré également comme une victime de ce fléau».

Et d'ajouter : «Cela ne veut jamais sous-entendre éliminer sa part de responsabilité, mais c'est dans la multitude de motifs incitatifs qui poussent l'adolescent à recourir à ces actes de violence qu'il faut fouiller.»

Une étude de diagnostic ne se révélera jamais fructueuse si elle ne tient pas compte des divers motifs socio-culturels qui «incitent» le mis en cause à commettre son forfait et ne peut de la même façon permettre de «prescrire» un remède plus ou moins efficace en isolant les sujets concernés de leurs milieux naturels.

Actuellement, les personnes impliquées dans ce genre d'affaires, selon les statistiques élaborées par la direction de l'éducation, sont classées surtout par catégories, dénombrent ainsi pour le premier semestre de cette année, 10 cas de violence entre écoliers en cycle moyen et 5 autres dans le secondaire, contre 38 en moyen et 13 cas dans le secondaire pour l'année scolaire précé-

dente. D'autre part, concernant les actes d'agression visant les instructeurs ou préposés administratifs, la même instance indique avoir enregistré, pour ce semestre en cours 36 cas en moyen et 10 en secondaire.

Durant l'année scolaire 2007/2008, la Direction de l'éducation révèle des cas d'agression dans les établissements scolaires : 10 au niveau des CEM et 10 autres dans des lycées, nous confirme M^{me} Mesbah Z., la chef du service de l'orientation et de l'évaluation.

C'est donc ce passage à l'acte de violence des élèves envers les professionnels de l'éducation qui a engendré tout ce tapage médiatique. Pourtant, cela ne reflète en aucun cas la réalité sur le terrain.

Les statistiques présentées par la Direction de l'éducation ne mentionnent nulle part des cas de violence dont les auteurs appartiennent au corps des professionnels de l'éducation. Ce qui donne l'impression que ce ne sont que ces «adolescents» qui brisent la sérénité des établissements.

Face à notre étonnement, notre interlocutrice réplique : «Le bilan ne décompte que les cas des personnes introduites en conseil de discipline.»

Dès lors, l'on s'interroge sur le décompte des cas de violence entre administrateurs et professeurs ? Ou encore celui signalé entre professeurs ? La réponse est simple : dans la plupart des cas, il y a un arrangement à l'amiable entre les parties en conflit.

A ce sujet, M^{me} Mesbah nous dira «que dans ce contexte, une organisation allemande portant le nom de IWENT ZIVIK, par le biais de ses experts, forme déjà la deuxième promotion de cadres spécialisés dans la gestion des conflits et la médiation».

En attendant que la campagne de sensibilisation entamée par la direction de l'éducation à Oran, visant l'ensemble des établissements scolaires installés dans les quatre coins de la ville, programmée du 7 au 12 de ce mois, donne ses fruits, le recours aux mesures disciplinaires, reste, au vu de certains instructeurs, le seul moyen pour faire face à ce genre d'infraction à la réglementation interne.

B. A.